

Décisions et ordres

Après une audience, le Bureau de la location résidentielle rend sa décision et peut donner un ordre. Les deux sont définitifs et sans appel.

Exécution d'un ordre

Le Bureau de la location résidentielle n'assure pas l'exécution des ordres.

Une fois que le Bureau a rendu sa décision et donné un ordre, les parties ont 7 jours pour présenter une demande de révision de la décision.

Au terme de la période de révision de 7 jours, l'une ou l'autre des parties peut déposer l'ordre auprès de la Cour suprême du Yukon et suivre la procédure judiciaire pour en assurer l'exécution.

Correction d'une décision ou d'un ordre

Seul le Bureau de la location résidentielle a le pouvoir de modifier une décision ou un ordre qu'il a rendus.

Le Bureau peut apporter une correction ou des précisions de sa propre initiative.

Le Bureau n'a pas à tenir une audience pour :

- corriger des erreurs de typographie, de grammaire, de calcul ou autres erreurs semblables dans l'ordre;
- rendre sa décision ou son ordre plus clair;

- corriger une erreur évidente ou d'inadvertance dans la décision ou l'ordre.

Révision d'une décision ou d'un ordre

Le Bureau de la location résidentielle n'accepte les demandes de révision d'une décision d'une partie que pour l'un des motifs suivants :

- une partie a été dans l'incapacité de se présenter à l'audience en raison de circonstances qui échappaient à son contrôle et qui ne pouvaient pas être anticipées;
- une partie dispose d'éléments de preuve nouveaux et pertinents qui n'étaient pas disponibles lors de l'audience;
- une partie dispose d'éléments de preuve établissant que la décision du Bureau de la location résidentielle a été obtenue de façon frauduleuse.

Pour demander une révision, une partie doit présenter une demande, faire la preuve de l'un des motifs énumérés ci-dessus et payer les droits de 75 \$.

Une révision ne constitue pas une occasion de plaider à nouveau l'affaire initiale. Le processus n'existe que pour répondre aux circonstances énumérées ci-dessus.

Les droits de 75 \$ peuvent être annulés ou réduits si des éléments de preuve montrent que la personne n'a pas raisonnablement les moyens d'assumer les frais.